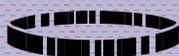


# L'opinion de la jeunesse Africaine du partenariat Afrique-Europe

Enquête d'opinion auprès du Now  
Generation Network de la Fondation  
Mo Ibrahim, en amont du 7<sup>e</sup> sommet  
Union africaine-Union européenne  
(24 et 25 novembre 2025)



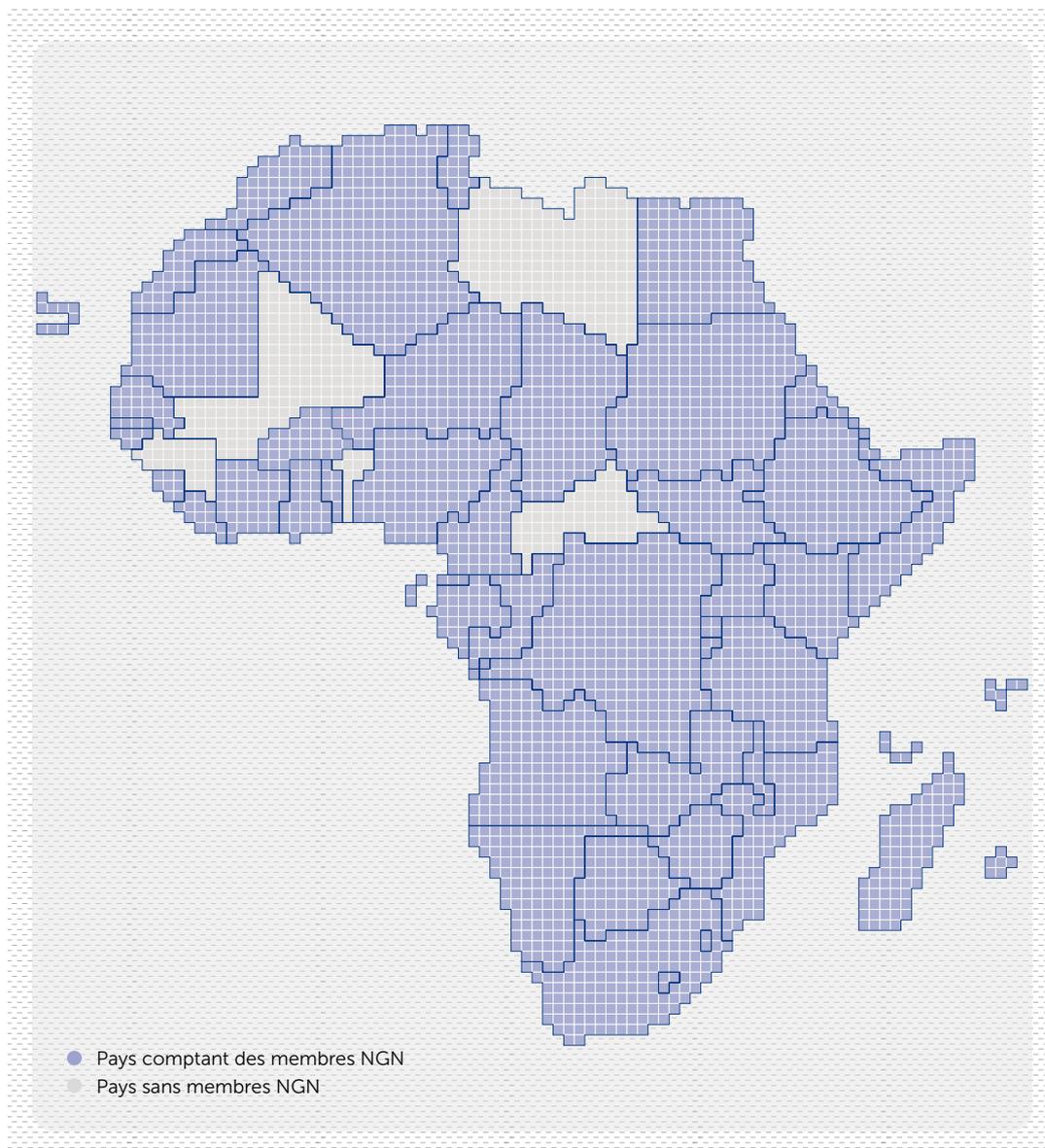
## Introduction

Les 24 et 25 novembre 2025, les dirigeants des 27 États membres de l'Union européenne (UE) et des 54 États membres de l'Union africaine (UA) se réuniront à Luanda pour le 7<sup>e</sup> sommet UA-UE.

La Fondation Mo Ibrahim a jugé important de mettre en avant les opinions de la majorité du continent africain, sa jeunesse, qui constitue aujourd'hui près de 70 % de la population du continent.

Cette note présente les résultats d'une enquête réalisée auprès du Now Generation Network de la MIF, composé de 256 membres actifs, issus de 49 pays africains, interrogés sur l'état général des relations entre les deux continents, la mise en œuvre des engagements pris lors du 6<sup>e</sup> sommet UA-UE (Bruxelles, février 2022), et les priorités qui, selon eux, devraient être celles du 7<sup>e</sup> sommet.

Pays africains : représentation des membres du NGN (2025)

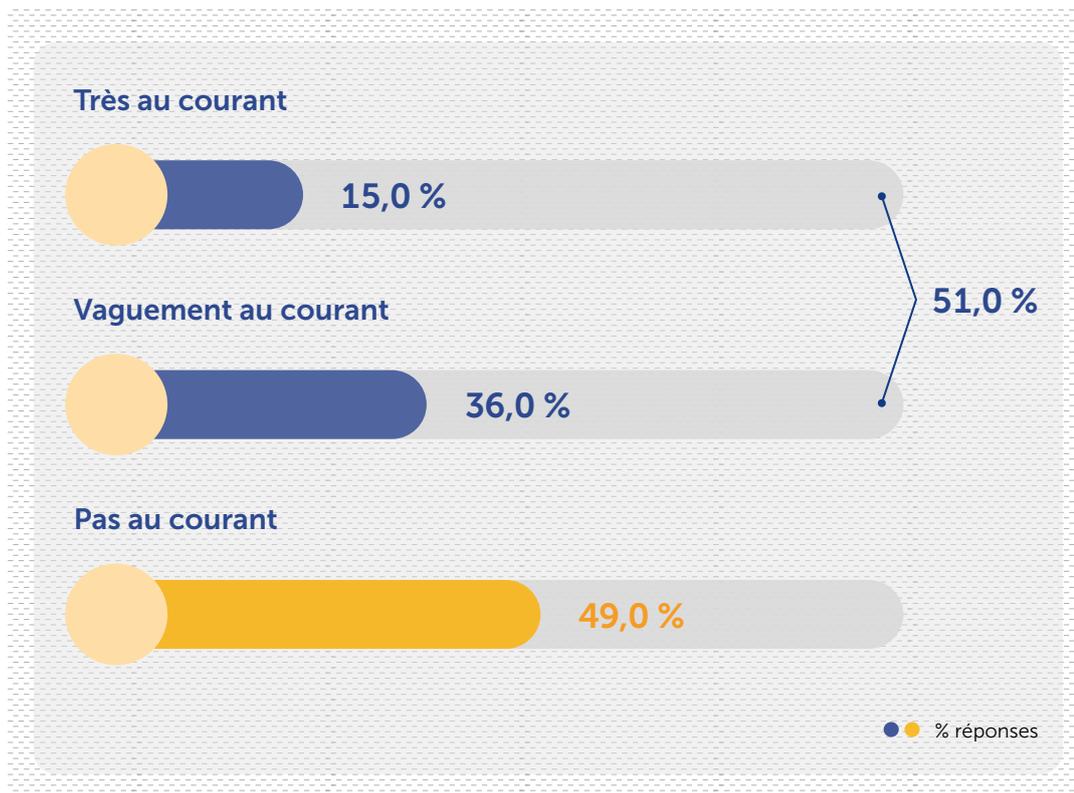


## A. Évaluation du 6<sup>e</sup> sommet Union africaine - Union européenne

*Le dernier sommet UA-UE s'est tenu en février 2022, en Belgique. Dans quelle mesure êtes-vous au courant de ce 6<sup>e</sup> sommet et des engagements pris concernant l'Afrique au travers du Global Gateway ?*

Près de la moitié des personnes interrogées ne sont pas au courant du 6<sup>e</sup> sommet UA-UE et de ses engagements. 36 % ont indiqué en avoir « vaguement connaissance ». Seules 15 % ont déclaré être très au courant du sommet de 2022 et de ses engagements envers l'Afrique.

Dans quelle mesure êtes-vous au courant du sommet UA-UE 2022 et de ses engagements, notamment au travers du paquet d'investissements Global Gateway ?



## *Dans le cas où vous aviez connaissance du 6<sup>e</sup> sommet, quelle est votre évaluation de la mise en œuvre des engagements pris lors du 6<sup>e</sup> sommet et de la mise en œuvre spécifique en Afrique du Global Gateway ?*

Parmi les 51 % au courant de l'existence du 6<sup>e</sup> sommet et ses engagements, les réponses révèlent une appréciation mitigée voire négative, avec une impression générale de lenteur dans la mise en œuvre et des appels pressants pour une transparence accrue, une responsabilité conjointe dans le choix des projets et leur mise en œuvre et une appropriation africaine renforcée, pour garantir un progrès efficace notamment du Global Gateway en Afrique.

Les personnes interrogées notent que, malgré certains progrès, avec un intérêt accru de l'Europe pour les échanges commerciaux, la mobilisation de financements substantiels dans le cadre du Global Gateway et un meilleur dialogue autour de la transition verte, de nombreux engagements restent non tenus ou progressent trop lentement.

Les principales préoccupations concernent le retard de l'Afrique en matière de transformation numérique, l'absence d'impact économique tangible, l'engagement insuffisant des populations locales et les tensions géopolitiques conduisant à la réduction de l'aide européenne.



Dans l'ensemble, les engagements pris lors du 6<sup>e</sup> sommet UA-UE et l'initiative Global Gateway ont constitué un cadre ambitieux et large pour un partenariat approfondi entre l'Afrique et l'Europe. La mise en œuvre est en cours, en particulier en matière d'investissements productifs, d'infrastructures et d'accords institutionnels. Cependant, la « qualité » de la mise en œuvre – en termes d'appropriation, d'impact, de réciprocité et de responsabilité – est en deçà des ambitions.



Nous avons observé une transition palpable entre de simples engagements et le lancement effectif d'initiatives spécifiques et de programmes financiers, s'appuyant principalement sur le Global Gateway. Il reste que les progrès sont lents et très sensibles aux obstacles économiques et politiques mondiaux. Global Gateway doit produire des résultats concrets, veiller à ce que les projets reflètent véritablement les priorités africaines et respecter strictement la transparence et la responsabilité afin d'éviter une accumulation insoutenable de la dette.



Dans la pratique, plusieurs projets ont progressé dans le cadre du Global Gateway, notamment dans les domaines de la connectivité numérique, des énergies renouvelables et des transports. Cependant, des lacunes en matière de coordination, la création limitée de valeur ajoutée locale et les lenteurs bureaucratiques ont limité leur impact global.



La mise en œuvre est lente et inégale. Alors que l'UE s'est engagée à verser 150 milliards d'euros dans le cadre du programme d'investissement Afrique-Europe du Global Gateway, de nombreux projets en sont encore au stade préliminaire de planification ou de faisabilité.



Nous aimerions obtenir davantage d'informations sur l'état d'avancement du programme Global Gateway du point de vue de l'UA. La plupart des rapports proviennent de l'UE, mais dans le cadre d'un partenariat, la responsabilité et la transparence doivent être une responsabilité partagée.

## B. Attentes pour le 7<sup>e</sup> sommet

*Le 7<sup>e</sup> sommet aura lieu dans quelques semaines en Angola. Quelles sont vos attentes et quelles sont les priorités que vous souhaiteriez voir abordées ?*

1. Un changement de paradigme et de processus : copropriété des initiatives Global Gateway, responsabilité mutuelle, alignement sur les priorités de l'Afrique

Les membres du NGN attendent du 7<sup>e</sup> sommet UA-UE qu'il aille au-delà des promesses et produise des résultats tangibles, appelant à passer des déclarations à des actions concrètes et communes qui renforcent le partenariat Afrique-Europe, au travers du partage de la prospérité et des responsabilités.

“

Le 7<sup>e</sup> sommet sera un moment clé pour renouveler et rééquilibrer le partenariat Afrique-Europe. Les attentes sont grandes en matière de résultats concrets, et pas seulement de promesses.

“

Le sommet devrait se concentrer sur la création d'un partenariat plus équilibré et axé sur l'action. Il est également essentiel que les voix africaines conduisent l'agenda à parts égales, plutôt que de réagir aux priorités européennes.

“

Il faut que les pays africains se présentent comme des partenaires potentiels, en termes de collaboration et de relations, et non comme des mendiants. Je souhaiterais qu'ils discutent de partenariats futurs potentiels en matière de lutte contre le changement climatique, d'utilisation des ressources et d'attractivité des investissements.

“

Il est essentiel de renforcer le suivi, la transparence et l'appropriation du côté africain pour aller de l'avant. Cela doit être une priorité à Luanda.



Ce partenariat bénéficierait d'un leadership africain plus fort, de cadres de mise en œuvre conjointe plus clairs et d'une transparence accrue dans la sélection et le financement des projets.



L'intégration des jeunes, de la société civile et des acteurs du secteur privé dans le suivi et la mise en œuvre sera essentielle pour parvenir à un partenariat UA-UE véritablement transformateur et équitable.



Le discours doit définitivement dépasser le stade « donateur-bénéficiaire » pour évoluer vers un partenariat véritablement réciproque, de continent à continent, axé sur le rôle de l'Afrique au sein du G20, la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies et les chaînes d'approvisionnement mondiales.



Une relation AU-UE redéfinie, fondée sur le respect mutuel, la prospérité partagée et l'égalité de voix. Le sommet devra démontrer que l'Europe reconnaît l'Afrique comme un partenaire stratégique et non comme un continent dépendant.



En priorité, veiller à accélérer la mise en œuvre afin de garantir que tous les engagements soient tenus d'ici 2030. Trouver des solutions viables pour faire face aux perturbations géopolitiques et économiques liées aux crises mondiales. Cela inclut des questions telles que l'inflation, le surendettement des pays africains et la modification des priorités européennes qui ont détourné attention politique et ressources financières.

## 2. Se concentrer sur des priorités : emploi des jeunes, accès à l'énergie, transformation numérique, alignement sur l'Agenda 2063 et accélération de la ZLECA

Les personnes interrogées attendent des décisions qui favorisent la transformation économique de leur continent : passer de l'exportation de matières premières non transformées à une production à forte valeur ajoutée, garantir des échanges commerciaux équitables, promouvoir l'industrialisation verte, accélérer l'intégration de la ZLECA et les investissements du Global Gateway de nature à réduire le coût des échanges infra-continentaux.

Elles ont également mis la priorité sur les partenariats de nature à stimuler la croissance dans le cadre des transitions verte et numérique, en particulier sur le secteur des énergies renouvelables et la connectivité numérique.

La priorité accordée à l'emploi des jeunes et à l'amélioration des compétences a été citée comme un élément clé du développement du continent.

Il a également été souligné qu'il ne pourrait y avoir de développement durable en Afrique sans paix, sécurité et bonne gouvernance. Il est essentiel que le 7ème sommet soit également l'occasion d'examiner le renforcement des systèmes de prévention des conflits, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la redevabilité des élus.



Les priorités sont le renforcement des flux commerciaux et d'investissement, la réforme de l'architecture financière afin de donner aux pays africains un accès plus équitable au capital, et la promotion de partenariats en matière de transition énergétique et d'infrastructures numériques. J'espère également que les discussions porteront sur l'emploi et la mobilité des jeunes, essentiels pour une relation durable et mutuellement bénéfique entre l'Afrique et l'Europe.



À l'avenir, il faudra aligner davantage le programme Global Gateway sur l'Agenda 2063, les priorités de la ZLECA et les ODD.



Les priorités doivent inclure des investissements dans le renforcement des systèmes de santé, l'emploi des jeunes et l'innovation numérique, piliers de la résilience de l'Afrique. Il faut un engagement sincère en faveur de partenariats équitables qui renforcent les institutions africaines et l'expertise locale. La résilience climatique, la formation et la gouvernance inclusive doivent rester au cœur de la coopération entre l'Afrique et l'Europe.



Les dirigeants doivent s'attacher à transformer la « Vision commune 2030 » en projets concrets qui créent des emplois, développent les industries et élargissent l'accès à l'énergie, aux outils numériques et à la formation.



Il est essentiel de procéder à un examen franc, conjoint et mesurable du programme d'investissement Afrique-Europe de 150 milliards de dollars. Les dirigeants doivent s'attaquer aux domaines où les progrès sont lents, tels que la restructuration de la dette et le contenu local des projets.



Le 7<sup>e</sup> sommet sera un moment clé pour renouveler et rééquilibrer le partenariat Afrique-Europe. Les attentes sont grandes en matière de résultats concrets, et pas seulement de promesses. Les dirigeants doivent s'attacher à transformer la « Vision commune 2030 » en projets réels qui créent des emplois, développent les industries et élargissent l'accès à l'énergie, aux outils numériques et à la formation.



Il faut une gouvernance améliorée et centrée sur les populations de la part de nos dirigeants. Le problème n'est pas le manque de ressources financières, mais l'incapacité de nos dirigeants à rendre des comptes. À ce titre, il faut mettre l'accent sur l'amélioration des systèmes démocratiques et la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion des ressources.



Il faut traiter les sujets suivants : jeunesse, innovation et développement du capital humain ; paix, sécurité et non-ingérence ; renforcement de la gouvernance africaine et de l'indépendance des institutions ; justice climatique et énergétique.

## C. Évaluation générale du partenariat actuel entre l'Afrique et l'Europe

### *Quelle est votre évaluation générale du partenariat actuel entre l'Afrique et l'Europe ?*

Les principaux défis relevés sont les déséquilibres de pouvoir et les dynamiques qui nuisent à la confiance et à la responsabilité conjointe, ainsi qu'un discours politique dominé par la gestion des migrations.

Pour que le partenariat progresse, les personnes interrogées estiment que son succès dépend de l'action des pays africains, d'une gouvernance transparente et d'un alignement sur les priorités continentales, avec des partenariats horizontaux fondés sur le respect mutuel et des intérêts partagés.

“

Le partenariat Afrique-Europe est à un tournant. L'Afrique a besoin d'investissements équitables et de transferts de technologies. L'Europe doit considérer l'Afrique comme un partenaire à part entière, non comme un projet.

“

Le partenariat Afrique-Europe actuel présente un réel potentiel, mais il reste inégal. Si la coopération en matière d'échanges commerciaux, de climat et de migrations s'est approfondie, les déséquilibres de pouvoir et les engagements non tenus, notamment en matière d'investissements équitables, de mobilité, et de transferts technologiques continuent de limiter la confiance et les progrès communs.

“

Les progrès réalisés soulignent l'interdépendance croissante entre nos deux continents, dans un contexte de bouleversements profonds à l'échelle globale. Mais le déséquilibre des pouvoirs persiste, et c'est l'Europe qui continue de fixer l'agenda. La mise en œuvre sur le terrain est inégale. La gestion des migrations continue de dominer le discours politique. Les échanges commerciaux restent dominés par les exportations de matières premières.



Les relations entre l'Europe et l'Afrique semblent souvent plus exploitantes que véritablement collaboratives. Si l'Europe fournit une aide à l'Afrique, ce soutien s'accompagne fréquemment d'intérêts sous-jacents dont l'Europe tire profit, tant directement qu'indirectement. Pour que les relations entre les deux continents deviennent véritablement mutuelles et bénéfiques, il faut davantage de transparence, de respect de la souveraineté de l'Afrique et un engagement en faveur d'une collaboration juste et équitable, libre de toute influence indue.



Le partenariat actuel entre l'Afrique et l'Europe a permis de réaliser des progrès en matière de paix, d'éducation et de santé, mais il continue de refléter des rapports de force inégaux. Il s'apparente souvent davantage à une relation donateur-bénéficiaire qu'à un véritable partenariat entre égaux. Il faut donner la priorité à la copropriété, au co-leadership africain et à des investissements durables dans le capital humain et l'innovation. Pour que ce partenariat soit transformateur, il doit être fondé sur le respect mutuel, et des objectifs à long terme partagés.



Le partenariat Afrique-Europe manque de force et d'équilibre. Il reste largement transactionnel, avec une confiance mutuelle et des processus de décision partagés limités. L'Europe continue de dicter la plupart des priorités, tandis que les priorités africaines sont souvent sous-représentées dans la mise en œuvre. Tant que le partenariat ne passera pas de l'aide et de la rhétorique à un véritable co-investissement, au renforcement des capacités et à une responsabilité partagée, il aura du mal à produire des résultats significatifs.



Nous sommes à une époque où les Africains s'efforcent d'établir de nouvelles relations profitables, équitables et justes avec l'Europe. Une relation dans laquelle le continent ne se sent pas exploité, mais bénéficie aussi de cette relation de manière équilibrée.

Pour plus d'informations sur le NGN, veuillez contacter :  
[ngn@moibrahimfoundation.org](mailto:ngn@moibrahimfoundation.org)



**mo.ibrahim.foundation**

FB→ /MoIbrahimFoundation

X → @Mo\_IbrahimFdn

IG→ moibrahimfoundation

